

SHSregards

Janvier – mars 2010

Le magazine du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

27



CHANGEMENT CLIMATIQUE

La parole
à Patricio Bernal

DROITS HUMAINS

Migrations
arabo-africaines :
dialogue sans fard,
au Caire

5^E FORUM URBAIN MONDIAL

Rendez-vous
à Rio pour des
villes à visage
humain

Ce numéro de *shsregards* est accompagné d'un numéro spécial qui présente la stratégie du programme de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines en 2010-2011 et revient, en images, sur les principaux résultats obtenus au cours de la décennie écoulée.

AU SOMMAIRE :

- 2 / **Stratégie de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines en 2010-2011**
- 3 / **3 questions à... Pierre Sané**
- 5 / **L'enjeu éthique du changement climatique**
- 8 / **Le défi de la jeunesse**
- 9 / **Renforcer les liens entre recherche et politiques sociales**
- 10 / **Promouvoir les droits humains et la place des femmes**
- 12 / **SHS : 10 ans d'action en images**

POSTER CENTRAL /

Le réseau UNESCO en sciences sociales et humaines

Le numéro spécial de *shsregards* sur les sciences sociales et humaines à l'UNESCO est téléchargeable sur www.unesco.org/shs/regards

Pour solliciter une version imprimée, merci de contacter : Diana Body-Lawson, shs@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 37 81

SOMMAIRE
JANVIER – MARS 2010

Éthique des sciences

- Les comités de bioéthique mis en réseau à Mexico 3
- Le CIB poursuivra ses recherches sur le clonage humain 4
- 1 question à Patricio Bernal 5

Droits humains

- Migrations arabo-africaines : dialogue sans fard, au Caire 6
- Somalie : l'« Horizon de la Grande Corne » offre des perspectives de sortie de crise 8
- Pauvreté et droits humains : des outils pour les décideurs 9
- Deux humanistes se partagent le Prix Madanjeet Singh 2009 10
- Soirée de gala pour l'éducation des enfants en détresse 11
- Journée mondiale de la philosophie 2009 : plusieurs milliers de participants dans 35 pays 12
- 1^{ères} assises du réseau des femmes philosophes : elles veulent devenir des « femmes d'influence » 13
- Plaidoyer en Indonésie pour des sociétés plus inclusives 14

Transformations sociales

- Rendez-vous à Rio pour des villes à visage humain 15
- Une exposition universelle pour une « vi(II)e meilleure » 16
- Augmentation des aides pour lutter contre le dopage 17
- Vers un cadre régional de développement social en Afrique de l'Est 18

- Publications** 19
- Agenda** 20

- Dernière minute**
- Avant-Première d'*Invictus* au siège de l'UNESCO 20
- Vers un suivi mondial des initiatives pour la jeunesse 20
- Conférence mondiale de la jeunesse à Mexico 20



Afin de protéger l'environnement, *shsregards* est imprimé sur du papier à 80% recyclé. *shsregards* est un bulletin d'information trimestriel qui présente divers aspects de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le domaine des sciences sociales et humaines. Il est également imprimé en anglais et est disponible, sous forme électronique, en russe et, ponctuellement, en espagnol. Toutes les versions linguistiques sont téléchargeables sur le site web du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (www.unesco.org/shs). Les articles peuvent être reproduits à condition qu'ils soient accompagnés de la mention « reproduit de *shsregards* » en précisant la date, le numéro et, le cas échéant, le nom de l'auteur de l'article. © UNESCO, 2010. ISSN 1819-9704 (imprimé), ISSN 1993-4114 (en ligne). Tirage : 18 000 exemplaires.

Directeur de publication : Pierre Sané / **Rédactrice en chef :** Cathy Bruno-Capvert / **Rédacteur en chef adjoint :** Nfaly « Vieux » Savané / **Ont contribué à ce numéro :** Mimouna Abderrahmane; Khaled Abu-Hijleh; Bérénice Alcalde; Alla Ampar; Sarah Lea Ansel; Kristina Balalovska; Coraline Bardinat; Diana Body Lawson; Julio Carranza; Phinith Chanthalangsy; Brigitte Colin; John Crowley; Flavia Cruz Moreira; Christophe Dikenou; Amaud Drouet; Teresita Escotto; Marina Faetani; Marie-Alix Forestier; Gissele Burbano Fuertes; Papa Bamba Guisse; Kornelia Guse; Laura Kennedy; Irakli Khodeli; Maria Kypriotou; Darryl Macer; César Mallada Giner; Claudia Maresia; Paul Marriott-Lloyd; Pedro Monreal; S. Romi Mukherjee; Marlova Noletto; Antoine Pécoud; Souria Saad-Zoy; Germán Solinis; Sarinya Sophia; Chiara Sponzilli; Konstantinos Tararas; Chifa Tekaya; Pauline Tousnakhoff; Vladimir Volodine et Irina Zoubenko-Laplante / **Iconographie et site web :** Petra van Vucht Tijssen / **Responsable de l'édition anglaise :** Carmel Rochet / **Édition russe :** Alla Ampar / **Conception graphique et réalisation :** Atelier Takavoïr + Anne Drezner – Paris / **Impression :** OTT Imprimeurs, 2010 / **Diffusion et abonnement :** Diana Body Lawson, shs@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 37 81. **Adresse sociale :** UNESCO-SHS/EO/CIP – 1 rue Miollis – 75015 Paris, France



© ALTO CONTRASTE Edgarr/flickr

CONFÉRENCE JACOB

Les comités de bioéthique mis en réseau à Mexico

En organisant, pour la première fois, conjointement, une conférence sur les infrastructures nationales de bioéthique, l'UNESCO et la Commission européenne ont facilité un partage d'expériences qui devrait contribuer à amplifier les coopérations Nord-Sud et Sud-Sud dans ce domaine.

Organisée par l'UNESCO et la Commission européenne, une conférence dite « Conférence JACOB » a rassemblé, à Mexico (Mexique), du 26 au 28 novembre 2009, plus de 100 participants représentant des structures nationales de bioéthique et des organisations régionales et internationales travaillant dans ce domaine, afin d'assurer un partage du savoir et des expériences sur cette question. Une ambition parfaitement légitime pour l'UNESCO, qui tire son mandat de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme proclamant que « des comités d'éthique indépendants, pluridisciplinaires et pluralistes devraient être mis en place, encouragés et soutenus au niveau approprié » (Article 19).

De fait, la conférence a offert une opportunité unique aux experts venant de comités nouvellement établis de partager leurs expériences des défis auxquels ils se trouvent confrontés. La rencontre a également pu entendre des intervenants venant de pays sur le point d'établir un comité national, et des représentants de comités

nationaux déjà bien établis. Communications et discussions ont illustré plusieurs questions que tout comité de bioéthique doit prendre en considération. Financièrement soutenu par un organe gouvernemental, comme un ministère, un comité peut-il être réellement indépendant et libre de toute influence excessive exercée par le gouvernement ? Toutes les voix doivent-elles s'exprimer durant les délibérations, mêmes celles contestant les principes des droits humains fondamentaux sous-tendant la bioéthique ?

La plupart des participants a reconnu comme essentiel que l'argument exposé par le comité soit inspiré par la pluralité des opinions, et qu'au-delà de la source de financement, l'indépendance s'acquiert par les activités quotidiennes du comité, la qualité de son travail et l'intégrité personnelle de ses membres.

Les débats ont montré que la bioéthique est de plus en plus présente sur l'agenda politique des gouvernements à travers le monde, ce qui crée une atmosphère propice à l'éveil des consciences et aux interventions positives des comités nationaux de bioéthique.

L'UNESCO s'est vue demander de poursuivre, en collaboration avec d'autres organisations-clés travaillant à la promotion mondiale de la bioéthique, l'assistance apportée à ses États membres afin de construire et de soutenir le développement des infrastructures nationales de bioéthique et de partager l'information à travers des réseaux de bioéthique actifs. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter : www.unesco.org/shs/fr/ethics/abc

21

C'est le nombre de pays avec lesquels l'UNESCO développe des activités dans le cadre de son projet d'Assistance aux Comités de Bioéthique. (UNESCO, 2010)

BIOÉTHIQUE

Le CIB poursuivra ses recherches sur le clonage humain

Initialement prévue en mai 2009, et reportée à cause de l'épidémie de grippe A (H1N1), la 16^e session du Comité international de bioéthique (CIB) a réuni plusieurs centaines de participants, à Mexico (Mexique), du 23 au 25 novembre 2009.

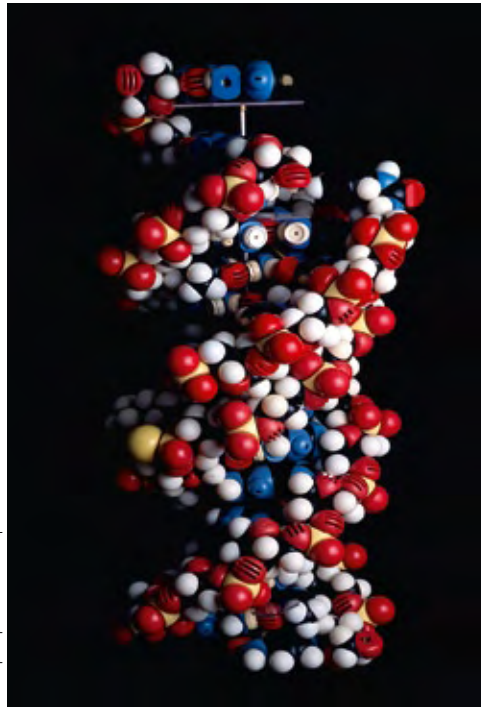
À l'invitation du gouvernement du Mexique, la 16^e session ordinaire du Comité international de bioéthique (CIB) s'est tenue à Mexico, du 23 au 25 novembre 2009, en coopération avec le Conseil consultatif pour les sciences de la présidence du Mexique. Elle a rassemblé plus de 300 participants et experts venus de 45 pays environ, en présence du Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines et des ministres mexicains de l'Éducation, de la Santé et des Affaires étrangères.

Trois sujets d'envergure étaient au cœur des débats : le principe de la responsabilité sociale et de la santé, la question du clonage humain et de la gouvernance internationale, et le principe de respect de la vulnérabilité humaine et de l'intégrité personnelle.

Vulnérabilité humaine

Une session complémentaire a débattu du thème « La bioéthique en Amérique latine et dans les Caraïbes : expériences et perspectives ». D'autres sujets liés à des expériences et à des préoccupations régionales communes, comme la sensibilisation du public, les mesures législatives, l'enseignement en bioéthique et les défis rencontrés par les comités nationaux de bioéthique en Amérique latine, furent également abordés. Cette session a d'abord permis la finalisation du projet de rapport du CIB sur la responsabilité sociale et la santé. Ce principe éthique, consacré dans la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la bioéthique et les droits de l'Homme (2005), a d'abord été promu par la région Amérique latine et Caraïbes. Le rapport a reçu un accueil plutôt favorable, en dépit de quelques commentaires notés par le Comité international de bioéthique.

Ce dernier a décidé de poursuivre son travail d'élaboration d'un principe de respect de la vulnérabilité humaine et de l'intégrité personnelle, sous la forme d'un rapport. Des discussions conséquentes ont également eu lieu sur les principales questions soulevées durant la préparation et la finalisation du



© Christophe Lepetit/CNRS Photothèque

rapport sur le clonage humain et la gouvernance internationale, rendant ainsi possible la poursuite de ces recherches par le CIB en 2010-2011. La soumission de ce dernier rapport au Directeur général de l'UNESCO, le 9 juin 2009, et les débats sur ce sujet, lors de la 6^e session du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB) en juillet 2009, avaient souligné l'intérêt majeur de ce document pour la communauté internationale.

Les 28 experts indépendants, membres du CIB, ont par ailleurs procédé au renouvellement de la direction de cette instance. Le 25 novembre 2009, Donald Evans (Nouvelle-Zélande) a ainsi été élu Président de ce comité, tandis que Emilio La Rosa (Pérou), Toivo Maimets (Estonie), Sheila McLean (Royaume-Uni) et Aïssatou Touré (Sénégal) étaient élus Vice-présidents du bureau du CIB, et Fawaz Saleh (Syrie), Rapporteur.

Le Professeur Donald Evans, rompu aux activités de recherche, d'enseignement et de formation aux niveaux national et international, dirige le Centre de bioéthique, de sciences médicales et chirurgicales de l'École de médecine de Dunedin, en Nouvelle-Zélande. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Sabina Colombo, s.colombo@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 03
Site web : www.unesco.org/shs/fr/bioethics

Aide aux comités de bioéthique : priorité à l'Afrique en 2010

Des sessions de formation sur les méthodes de travail des comités nationaux de bioéthique sont prévues en 2010 et seront ouvertes aux médias afin d'offrir à ces enseignements un maximum de visibilité. Ces ateliers de formation sont prévus au Kenya en mai, au Gabon en juin, au Togo et en Côte d'Ivoire en septembre, tandis que ceux de Jamaïque, Guinée, Ghana et à Madagascar se tiendront au second semestre de cette même année.

Cette 2^e phase du programme d'Assistance aux Comités de Bioéthique (ACB) intensifie le soutien à la formation à l'éthique dispensée par l'UNESCO, à partir de son *Cours de base de bioéthique*, lui-même fondé sur les principes énoncés dans la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme, adoptée, en 2005, par les États membres de l'Organisation. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Henk ten Have, h.tenhave@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 14

Vers un comité de bioéthique au Kenya

Le Conseil national pour la science et la technologie du Kenya a accueilli le Comité d'examen national d'éthique, du 16 au 18 novembre 2009, afin d'avancer vers la création d'un comité national de bioéthique dans ce pays, où s'était tenue, en 2008, la 14^e session du Comité international de bioéthique (CIB), et où une Chaire UNESCO sur les questions de bioéthique a déjà été mise en place.

Cet atelier, qui était le premier organisé, au Kenya, dans le cadre du programme d'Assistance aux Comités de Bioéthique (ACB), a permis aux experts présents de remplir leurs objectifs. Ainsi, le cadre légal de la coopération entre l'UNESCO et le ministère de l'Éducation supérieure, des Sciences et de la Technologie a été défini et il a été décidé d'organiser, au 1^{er} semestre 2010, une formation aux méthodes de travail du futur comité de bioéthique, qui permettra à cette structure d'asseoir son statut et ses activités. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Dafna Feinholz, d.feinholz@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 14

Prix Avicenne 2009 : un bioéthicien chinois récompensé

Le prix Avicenne 2009 a été décerné au Professeur Renzong Qiu, le 18 décembre dernier, au siège de l'UNESCO, à Paris (France), sur recommandation du jury de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST). Enseignant de philosophie à l'Académie des sciences sociales de la République populaire de Chine, le Professeur Renzong Qiu s'est imposé par ses travaux de recherche et de sensibilisation du public comme une figure majeure de la bioéthique, à la fois dans les milieux universitaires chinois et à travers le monde. Présidant la cérémonie de remise du prix en présence du Dr Ali Reza Mokhber, Secrétaire du Conseil suprême de la révolution culturelle de la République islamique d'Iran, et du Dr Naderi Manesh, Vice-ministre iranien des Sciences, de la Recherche et des Technologies dans l'éducation, Mario Barbosa, Directeur général adjoint de l'UNESCO, a souligné la nécessité de « veiller à ce que les fruits de la découverte scientifique et de l'innovation technologique soient au service de l'humanité ». Doté de 10.000 dollars des États-Unis et d'une visite scientifique d'une semaine en République islamique d'Iran, le prix Avicenne, créé par l'UNESCO à l'initiative de l'Iran, est décerné tous les deux ans. Il vise à promouvoir la réflexion éthique sur les questions soulevées par les avancées des sciences et des technologies. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Henk ten Have, comest@unesco.org,
tél.: +33 1 45 68 38 58

1 question...

« Le sommet de Copenhague marque-t-il un tournant dans la réponse du système des Nations Unies aux défis du changement climatique ? »

Jusqu'à fin décembre 2009, Patricio Bernal était Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la Commission océanographique intergouvernementale et chargé, à ce titre, de la coordination des actions de l'UNESCO en matière de changement climatique. Après avoir suivi l'ensemble des débats de la conférence sur le climat qui s'est tenue à Copenhague (Danemark), il confie à *SHSregards* son sentiment sur les résultats obtenus.

« Depuis 15 ans, la Convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique a élaboré une approche d'ensemble visant à atténuer les causes du phénomène. Elle a également formulé un plan d'ensemble pour permettre aux sociétés de faire face aux impacts multiformes du changement climatique.

Toutefois, le sommet de Copenhague n'a pas permis l'adoption d'objectifs d'émissions qui soient contraignants pour les Parties de la Convention. Il a fallu se contenter d'une déclaration politique, principalement négociée entre les États-Unis d'Amérique et les grands États émergents.

En effet, toute transformation d'une civilisation construite sur une économie à base de carbone suppose de profonds changements sociétaux qui feront naître d'immenses incertitudes. Ce n'est gérable qu'avec des engagements politiques très forts aux implications économiques clairement assumées. On a vu à Copenhague que le monde n'est pas prêt.

Clairement, la méthode politique est en cause. Pendant des années, les négociations sous l'égide

Patricio Bernal : « Le changement climatique est devenu une question sociétale »



© Yves Frenot/CNRS Photothèque

de la Convention-cadre sont restées coupées du débat public dans chaque pays. Le citoyen ne recevait qu'une information sporadique et contradictoire ; il était dès lors sceptique quant à la pertinence d'un phénomène inconnu aux conséquences lointaines ou incertaines pour sa vie quotidienne. En ce sens, Copenhague est bien un tournant.

En effet, le changement climatique n'est plus un problème d'« environnement ». Désormais, il est devenu une question sociétale, dont aucun aspect de la vie sociale n'est à l'écart. Il serait ainsi inacceptable – pour ne prendre qu'un exemple – de résoudre les problèmes climatiques au prix d'une pauvreté accrue dans de vastes régions du monde.

Certes, comme modalité de discussion, les Nations Unies et la Convention-cadre jouissent encore d'un consensus politique essentiel. Mais l'étape suivante exigera une approche plus englobante et plus

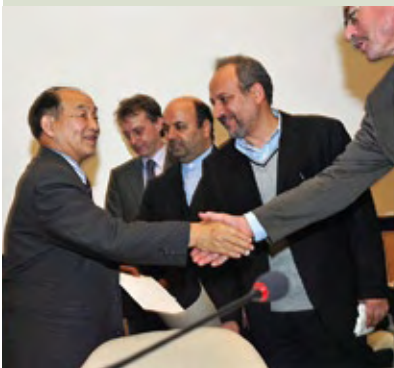
participative.

À cet égard, les efforts de l'UNESCO pour élargir la base de connaissances et œuvrer à la préparation d'une déclaration universelle de principes éthiques pourraient constituer un fondement indispensable des obligations et des engagements à venir. ¶

Propos recueillis par John Crowley



© D.R.



© Patrick Lagha/UNESCO

DÉMOCRATIE ET DROITS HUMAINS

Migrations arabo-africaines : dialogue sans fard, au Caire

Majoritairement consacrée à la question des flux migratoires en Afrique et dans les États arabes, la 1^{re} rencontre du Forum permanent de dialogue arabo-africain sur la démocratie et les droits humains, s'est tenue, au Caire (Égypte), du 7 au 9 décembre 2009, inaugurant un débat des plus francs sur les migrations Sud-Sud.

ABDELHAMID EL JAMRI,
Président du Comité des Nations Unies sur le droit des travailleurs migrants.

« Ce Forum et la Conférence de Copenhague portaient sur deux niveaux différents. Ici, les discussions portaient sur le niveau régional et il s'agissait du premier dialogue d'envergure de ce type. À Copenhague, elles portaient sur un autre niveau, international. Cela étant dit, les conditions climatiques sont une des premières causes de migrations. »



© Islam Adel Hafez/UNESCO

À l'heure où la majorité des regards était invitée à se tourner vers Copenhague où démarrait la conférence de l'ONU sur le climat, une autre conférence des Nations Unies s'ouvrait au Caire (Égypte) afin de traiter d'un sujet figurant, lui aussi, aux premiers rangs des préoccupations de la communauté internationale : celui des migrations.

Du 7 au 9 décembre 2009, le siège de la Ligue des États arabes (LEA) allait, en effet, être le théâtre d'une discussion ouverte et franche sur l'état des migrations en (et entre) Afrique et pays arabes, à la faveur de la 1^{re} rencontre du Forum permanent de dialogue arabo-africain sur la démocratie et les droits humains.

Les migrations profitent à tous

À la veille de la Journée mondiale des droits de l'Homme, et à 10 jours de

Dès la cérémonie d'ouverture, Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, soulignait l'enjeu de ce rendez-vous, en insistant sur la responsabilité particulière de l'Organisation dans le renforcement du dialogue des cultures. « Il faut impérativement se donner les moyens concrets d'accueillir l'autre », assurait-elle, précisant : « Il faut préparer la nouvelle vie du migrant de façon pragmatique et reconnaître la diversité comme un atout, car le migrant ne dérange pas, il enrichit. (...) Les migrations qui s'effectuent dans des conditions décentes profitent à la fois aux migrants et à la société toute entière ».

De nombreuses personnalités, telles Boutros Boutros-Ghali, Président du Conseil égyptien pour les droits de l'Homme et Vice-Président du Forum, Ahmed Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du peuple d'Égypte, Aisha Abdel Hadi, ministre de la Main d'œuvre d'Égypte, Federico Mayor, Président de la fondation espagnole « Cultura de Paz », Sima Bahous, Secrétaire générale adjointe aux affaires sociales de la LEA ou encore Julia Dolly Joiner, Commissaire des affaires politiques de la Commission de l'Union africaine (UA), réaffirmeront leur engagement en faveur de ce dialogue.

Bacre Ndiaye, Directeur de la division du Conseil des droits de l'Homme et des traités du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, soulignera, ainsi, qu'avec « 214 millions de personnes vivant en dehors de leur pays d'origine, le nombre des migrants internationaux est, actuellement, plus élevé qu'à tout autre moment de l'histoire ». Le Président Abdou Diouf, Secrétaire général de l'OIF et Président d'honneur du Forum, mettra, quant à lui, en

garde sur « la présentation caricaturale de l'immigration à des fins politiciennes (qui) alimente le racisme et la xénophobie », tandis qu'Aminata Traoré, ancienne ministre malienne, coordinatrice du Forum pour un autre Mali, rappellera que « les pays de départ et de transit des immigrés doivent également interroger leurs politiques migratoires. »

Durant tout l'après-midi du 7 décembre, les participants insisteront sur le rôle des institutions nationales de droits humains et sur celui des parlements, notamment, dans la promotion de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, adoptée, en 2007, lors du 8^e Sommet de l'UA, et qui n'a pour l'instant été ratifiée que par 3 États. ➡



© Islam Adel Hafez/UNESCO

JULIA DOLLY JOINER,
Commissaire des affaires politiques de la Commission de l'Union africaine.

« Articuler la question du changement climatique et celle des migrations serait une véritable opportunité. Je crois que les deux sont extrêmement liées. Le message porté à Copenhague ne concernait d'ailleurs pas seulement la question du changement climatique, mais aussi celle de son impact sur nos populations. »

SHAHIDUL HAQUE,
Représentant régional pour le Proche-Orient de l'Organisation internationale pour les migrations.

« Les questions de changement climatique et de migrations sont interconnectées et ne peuvent être dissociées. »



© Islam Adel Hafez/UNESCO



© Islam Adil Hafiz/UNESCO



© Islam Adil Hafiz/UNESCO

Le 8 décembre, les débats se feront plus vifs autour des communications présentées par plusieurs experts africains et arabes sur des sujets souvent sensibles, tels que la dialectique des migrations internationales et des droits humains, la question des déplacements et des réfugiés en Afrique, les entraves à la protection des droits des travailleurs migrants dans quelques pays d'Afrique, les attitudes du secteur privé dans les Émirats arabes unis comparées à celles des entrepreneurs indiens, ou encore le respect des frontières dans le bassin méditerranéen.

Des exemples concrets

Pour la première fois, la question des migrations Sud-Sud était frontalement abordée, de nombreux participants ne manquant pas de rappeler les liens géographiques et historiques existants entre les États africains et arabes, ainsi que l'ancienneté des flux migratoires à l'échelle mondiale, tandis que plusieurs voix s'élevaient pour déplorer les conditions d'accueil et de séjour des immigrés dans des pays de transit ou de destination, à l'appui d'exemples concrets.

JORGE A. BUSTAMANTE,
Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des migrants du Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'Homme.

« Les migrations internationales, qui concernent plus de 200 millions d'individus dans le monde, ont de nombreuses connexions avec l'environnement. Cependant, il s'agit de deux problématiques complexes qu'il est difficile de lier. »



© Islam Adil Hafiz/UNESCO

« Nous devons poser très clairement la question du sort réservé aux migrants en provenance d'Afrique sub-saharienne dans les pays du Maghreb », insistera, ainsi, le sociologue sénégalais Babacar Sall, notant qu'« il n'est un secret pour personne que ces migrants ne sont même pas appelés par leurs prénoms, mais par le nom générique d'esclaves. » Le Président de la Commission des droits de l'Homme du Niger dénoncera également la précarité des migrants sub-sahariens en route pour l'Europe, dans plusieurs pays africains du pourtour méditerranéen, alors qu'un autre intervenant décrira la situation des centaines de travailleurs égyptiens refoulés en Libye après avoir échoué à rejoindre

l'Italie par la mer. D'autres, encore, s'inquièteront du désintérêt des pays d'origine à l'égard de leurs ressortissants confrontés à des difficultés dans les pays d'accueil ou de transit.

Pour le Sous-Directeur général de l'UNESCO chargé des sciences sociales et humaines, ces échanges répondaient parfaitement aux attentes du Forum qui entend être « un espace où les problèmes se posent et sont discutés avec la plus grande franchise. L'enjeu principal était de faire un pas convaincant vers sa viabilité et son institutionnalisation pour apporter, à long terme, une contribution au processus de dialogue et démocratie entre l'Afrique et les États arabes. »

Constatant avec satisfaction que le dialogue est désormais enclenché, Pierre Sané pouvait ainsi tirer de premiers enseignements. Selon lui, « il est impératif que les États ratifient les traités et, notamment, la Convention internationale sur les droits des travailleurs migrants et leurs familles, tout comme il est nécessaire que l'Union africaine et la Ligue des États arabes travaillent de concert pour harmoniser leurs cadres politiques, leurs orientations et leurs axes d'action, sachant que près de 12 États membres de la LEA sont également membres de l'UA ». Pour le Sous-Directeur général de l'UNESCO, « les Institutions nationales des droits humains ont par ailleurs un grand rôle à jouer, dans leurs pays respectifs, en matière de suivi de la Convention internationale et de la protection des droits des migrants ».

Une « Déclaration du Caire », a été adoptée et lue en clôture des travaux par Boutros Boutros-Ghali. ¶

Coraline Bardinat

Pour plus d'informations, et visionner l'intervention de la Directrice générale à l'ouverture des travaux du Forum, merci de consulter : www.unesco.org/shs/democracy



© Islam Adil Hafiz/UNESCO

ELENA AMBROSETTI,
chercheuse à la Chaire UNESCO « Population, migrations et développement » de l'Université La Sapienza de Rome (Italie).

« Il y a, bien sûr, un lien entre changement climatique et migrations, mais il est insuffisamment étudié, notamment, en ce qui concerne les grands désastres ou encore les phénomènes de désertification, pourtant les migrations sont fortement liées aux facteurs écologiques. »



© Tim McKilla/ONU Photo



© Olivier Chassou/ONU Photo

CULTURE DE LA PAIX

Somalie : l'« Horizon de la Grande Corne » offre des perspectives de sortie de crise

Soutenu par l'UNESCO depuis sa création en 2007, le Forum « Horizon de la Grande Corne », qui rassemble des intellectuels des pays de l'Afrique de l'Est, a organisé une série de rencontres, en novembre 2009, à Djibouti, dont une table ronde qui a marqué « un véritable tournant » dans l'approche du conflit somalien.

Le Comité exécutif du Forum des intellectuels des pays de l'Afrique de l'Est a tenu sa 4^e assemblée générale, mardi 10 novembre 2009, à la Chambre de commerce de Djibouti, en présence de Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO en charge des sciences sociales et humaines, de plusieurs professeurs de l'université de Djibouti et de très nombreux intellectuels de la région.

À cette occasion, un plan d'action pour les six prochaines années a été adopté, incluant, notamment, une série de séminaires qui permettront d'affiner le cadre des recherches conduites par ce Forum sur les thématiques relatives à l'intégration régionale, en particulier celle visant à appréhender les spécificités iden-

titaires des populations de la Corne de l'Afrique et les questions liées à la jeunesse.

Dans les jours précédant cette assemblée, le Forum avait organisé plusieurs rencontres, à Djibouti, en collaboration avec l'UNESCO. Toutes ont confirmé l'utilité d'un tel espace de réflexion, de recherche et de dialogue. Ainsi, une table-ronde, organisée le 8 novembre, sur les perspectives de sortie de crise en Somalie, constitua, de l'avis de tous, « un véritable tournant » dans l'approche de la crise somalienne.

Soutien au gouvernement somalien

Modérée par le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, cette table-ronde, à laquelle participaient, entre autres, le ministre de la Culture de Djibouti, son homologue aux Affaires étrangères, le représentant du Secrétaire général des Nations Unies pour la Somalie, ainsi que plusieurs représentants d'organisations régionales et internationales, telles que l'Union africaine et l'IGAD, a en effet permis d'affirmer une volonté commune dans la promotion de la paix et du développement d'un pays et de toute une région confrontés à une guerre vieille de bientôt 20 ans.

Un consensus a été établi sur le soutien international au gouvernement somalien – indispensable pour le financement de la sécurisation et du processus de développement du pays –, et un agenda de recherches a vu le jour pour

étudier, notamment, la transformation du conflit somalien, le futur de l'État somalien, l'intégrisme religieux et le rôle de la jeunesse dans l'intégration régionale, afin de présenter des recommandations concrètes aux États de la région.

À l'issue des travaux, les membres du Forum ont fait état de leur détermination à poursuivre leurs recherches et à animer la réflexion sur la paix, le développement et la stabilité régionale, tout en amorçant le dialogue avec d'autres composantes de la société civile, telles que le monde des affaires – avec qui une réunion s'était tenue le 7 novembre –, les universités, les ONG et les médias de la région.

Le soutien du Japon, qui a permis la tenue des rencontres de Djibouti, a été fortement apprécié, de même que celui de la France, qui soutient également le Forum depuis sa création en 2007. L'appui de l'UNESCO, comportant, entre autres, l'édition des études des intellectuels de la Corne de l'Afrique, a été également remercié.

Selon Pierre Sané, « L'UNESCO est consciente que la paix se construit à travers le partage des connaissances scientifiques et que les chercheurs et les intellectuels ont un rôle crucial à jouer dans la recherche d'un futur meilleur de la Corne de l'Afrique ». ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : peace&security@unesco.org

Une collection de livres contre la pauvreté en tant que violation des droits humains

Quatre volumes de la collection *Freedom from Poverty as a Human Right* ont été présentés, le 18 décembre 2009, au siège de l'UNESCO, à Paris (France), à l'invitation du Sous-Directeur général de l'Organisation pour les sciences sociales et humaines. Cette collection est le fruit d'un projet de recherche, formulé en 2002, et ayant pour ambition de contribuer à élucider les concepts clés soulevés par la problématique de l'éradication de la pauvreté, en termes de responsabilité morale et de nécessité éthique. Ce projet, rattaché au programme de philosophie de l'UNESCO, compte tenu de son approche éminemment conceptuelle, s'est déployé au fil des années par une mobilisation d'envergure d'experts, d'intellectuels et de militants au niveau international. Il s'agit d'une collection pionnière à triple titre: pionnière de par l'originalité de son propos, à savoir fournir une assise conceptuelle à l'idée de la pauvreté comme violation des droits humains; pionnière de par la contribution originale et inédite des réflexions d'éminents auteurs rassemblés dans ces ouvrages; pionnière, enfin, dans la démarche et la méthodologie adoptée, à savoir une collection qui épouse les disciplines des sciences sociales et humaines, en l'occurrence la philosophie, le droit, la science politique et l'économie, tout en gardant la précieuse perméabilité des analyses et la richesse de l'interdisciplinarité. Ces ouvrages ont pour objectif premier de s'adresser au monde académique mais aussi aux décideurs, aux ONG, aux acteurs de la société civile et à tous ceux qui sont conscients de l'importance qu'il y a à donner du sens et du contenu aux termes clés qui façonnent la lutte contre la pauvreté par le respect des droits humains. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter: Feriel Ait-Ouyahia, f.ait-ouyahia@unesco.org, tél.: +33 1 45 68 38 12



© PHOTOLIA/UNESCO

PLAIDOYER

Pauvreté et droits humains: des outils pour les décideurs



© Curt Camermark/Banque mondiale

Le lancement de 4 ouvrages et la tenue d'une réunion d'experts, en décembre 2009, à Paris (France), ont été l'occasion de marquer la contribution spécifique de l'UNESCO à l'engagement de la communauté internationale contre la pauvreté saisie par les droits humains.

Alors que quatre publications de la collection *Freedom from Poverty as a Human Right* étaient présentées, au siège de l'UNESCO, le vendredi 18 décembre 2009, à l'invitation du Sous-Directeur général pour les sciences sociales et humaines, une réunion d'experts, a permis de faire le point, une semaine plus tôt, sur un autre projet d'envergure conduit par l'Organisation pour combattre la pauvreté en tant que violation des droits humains.

Cette rencontre, marquant la Journée internationale des droits de l'Homme, s'est tenue les 10 et 11 décembre, à l'Institut d'études de sécurité humaine de l'Union européenne, à Paris (France). Rassemblant des experts de notoriété mondiale, elle fut rythmée par 4 sessions: l'une consacrée à des études de cas de la Côte d'Ivoire et du Sénégal; les trois autres à la discussion des résultats des travaux de l'UNESCO pour un « outil d'aide à la décision » à l'intention des déci-

deurs politiques. Cet outil est composé de 4 volets: des normes minimales en deçà desquelles les droits humains seraient compromis, la budgétisation et la négociation de l'aide publique basée sur les droits humains, et le développement d'indicateurs de l'impact des politiques de lutte contre la pauvreté sur les droits humains.

Un projet lancé en 2003

Les experts ont souhaité que les normes minimales soient affinées, requérant ainsi davantage de recherche, et qu'elles soient incluses comme une « sous-activité » du groupe des Nations Unies sur le droit au développement. Ils ont également invité l'UNESCO à approfondir l'étude de cas présentée vers un outil de budgétisation et à œuvrer à son intégration dans tous les budgets nationaux. Ils se sont exprimés en faveur de la création d'« observatoires contre la pauvreté et l'exclusion » agissant en alerte des violations des droits des plus vulnérables.

Lancé en 2003, le projet « La pauvreté saisie par les droits humains, appui aux stratégies nationales de lutte contre la pauvreté: du concept à l'action » a couvert 7 des 8 pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA): Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Dans ces pays, ce projet a ainsi permis d'appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, par des recherches orientées vers la formulation de politiques, des consultations nationales et des dialogues avec la société civile, ce qui a abouti à l'élaboration d'un « outil d'aide à la décision pour les stratégies nationales pour la réduction de la pauvreté ».

Des sessions de formation et de relecture des Documents de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) à la lumière des droits humains ont également été conduites par des fonctionnaires de l'UNESCO à l'invitation de la Côte d'Ivoire et du Togo.

Les experts présents à la réunion n'ont pas manqué de saluer l'aspect innovant de l'outil d'aide à la décision. Jamais conçu ni abordé de la sorte au niveau international, cet outil permet en effet de donner un contenu opérationnel à la pauvreté saisie par les droits humains et représente un véritable outil pour les décideurs politiques soucieux de répondre à leurs obligations vis-à-vis des franges les plus vulnérables de leurs populations. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter: Chifa Tekaya, c.tekaya@unesco.org, tél.: +33 1 45 68 47 20

PROMOTION DE LA TOLÉRANCE

Deux humanistes se partagent le Prix UNESCO-Madanjeet Singh

Le prix UNESCO-Madanjeet Singh 2009 a été décerné au sociologue et théologien belge François Houtart et au philanthrope pakistanais Abdul Sattar Edhi, lors d'une cérémonie organisée au Siège de l'UNESCO, à l'occasion de la Journée internationale pour la tolérance.

Lors d'une cérémonie qui s'est déroulée, lundi 16 novembre 2009, au Siège de l'UNESCO, à Paris (France), François Houtart (Belgique), sociologue et théologien reconnu, et Abdul Sattar Edhi (Pakistan), philanthrope et ardent défenseur des plus démunis, se sont partagés le prix UNESCO-Madanjeet Singh 2009 pour la promotion de la tolérance et de la non-violence, tandis que le Musée international d'esclavage de Liverpool (Royaume-Uni) et le programme « Tolérance » de la ville de Saint-Petersburg (Fédération de Russie) se voyaient décerner des mentions d'honneur.

Recevant leurs prix des mains de Marcio Barbosa, Directeur général adjoint de l'UNESCO, en présence de Madanjeet Singh, Ambassadeur de bonne volonté de l'Organisation et fondateur du Prix, François Houtart et Abdul Sattar Edhi ont été longuement

ovationnés pour leurs efforts en faveur de la justice sociale et pour la promotion de la dignité humaine, des droits humains, de la non-violence, de la paix, de la tolérance et de la solidarité entre les peuples.

Leur rendant hommage, Marcio Barbosa a rappelé l'importance de l'exigence de tolérance, « particulièrement dans ce monde globalisé, multiculturel, multilinguistique », relevant que « c'est cela qui conditionne un dialogue productif et rend possible le 'vivre ensemble', les uns les autres, en bonne entente ».

François Houtart a, pour sa part, indiqué que l'« on ne peut poser la question de la paix et de la tolérance sans les remettre dans leur contexte ». Il a ainsi fustigé la crise financière qui a fait basculer de nombreuses personnes dans la pauvreté et appelé à lutter pour une « autre logique de production, beaucoup plus soucieuse de la préservation de la nature et de la répartition équitable des richesses ».

Dans un discours lu par le Chargé d'affaires du Pakistan, Abdul Sattar Edhi, a exhorté les hommes et les femmes à « allumer une bougie, chacun de son côté, pour lutter contre l'obscurité », et affirmé sa croyance dans le fait que « l'humanisme triomphera quels que soient les obstacles ».

Message-vidéo d'Irina Bokova

Auparavant, dans un message vidéo, la nouvelle Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, s'était adressée à la communauté internationale, pour la première fois, depuis son entrée en fonction, en insistant sur « la signification particulière » de la célébration de la Journée internationale pour la tolérance en 2009, à la veille de l'Année internationale du rapprochement des cultures. Exhortant chacun de nous à « partager la responsabilité de construire un ordre mondial meilleur grâce à la compréhension et au respect mutuels », elle a affirmé sa détermination à « promouvoir ces valeurs qui constituent les fondements de la démocratie et de la paix. »

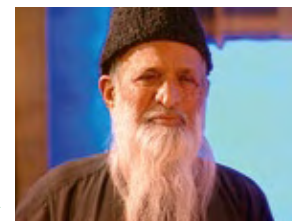
Créé en 1995 pour marquer le 125^e anniversaire de Mahatma Gandhi, le Prix UNESCO-Madanjeet Singh qui est désormais doté d'un montant de 100 000 dollars des États-Unis, est décerné tous les deux ans, sur recommandation d'un jury international, à des personnalités ou institutions qui contribuent de manière exceptionnelle à la promotion de la tolérance et de la non-violence. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Irina Zoubenko-Laplante, i.zoubenko-laplante@unesco.org



François Houtart (Belgique)

Prêtre et sociologue de formation, fondateur du Centre Tricontinental (CETRI) et de la revue *Alternatives Sud*, François Houtart est né en 1925, à Bruxelles (Belgique). Figure reconnue du mouvement altermondialiste, il est l'un des pères de l'Autre Davos et du Forum mondial de Porto Alegre. Membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine dont les travaux ont démarré en mars 2009, il a présidé le Comité pour les droits de l'Homme au Burundi (1986-1992). Auteur de nombreuses publications, François Houtart a donné des conférences dans plus d'une centaine d'universités à travers le monde. ¶



Abdul Sattar Edhi (Pakistan)

Connu pour ses prises de position contre l'extrémisme, son engagement en faveur des droits humains et son action humanitaire, Abdul Sattar Edhi est né en 1928 à Bantva (Pakistan). À 29 ans, il crée la Fondation Edhi, une organisation d'aide sociale à but non lucratif qui vient en aide aux plus démunis à travers son réseau de maternités, d'hôpitaux psychiatriques, de foyers pour personnes handicapées, de banques de sang et d'orphelinats. L'action de la fondation s'étend dans plusieurs pays (Afghanistan, Bangladesh, Éthiopie, etc.), pour assister les réfugiés et les victimes de conflits et de catastrophes naturelles. ¶





© 2009 WENN

LEVÉE DE FONDS

Soirée de gala pour l'éducation des enfants en détresse

Malgré la crise économique, le dîner de bienfaisance annuel en faveur du programme de l'UNESCO pour l'éducation des enfants en détresse a rassemblé plus d'un millier de participants, dont de nombreuses stars internationales, en novembre dernier, à Düsseldorf (Allemagne).

Le 14 novembre 2009, s'est tenu, au Maritim Hotel de Düsseldorf, le gala de bienfaisance annuel de la Fondation pour l'UNESCO – Éducation pour les enfants en détresse, à l'occasion duquel le Prix 2009 « Enfants en détresse » fut décerné à l'acteur autrichien Karlheinz Böhm, pour le travail exceptionnel mené par sa fondation « Menschen für Menschen » en Éthiopie, ainsi qu'au styliste nord-américain Tommy Hilfiger, en hommage à toutes les initiatives soutenues à travers sa fondation « Tommy Hilfiger Corporate Foundation ».

Malgré la situation économique critique depuis la crise financière de 2008, près de 1400 personnes participaient à ce dîner de gala, parmi lesquelles de très nombreuses personnalités issues du monde des affaires allemand, des médias, du sport et de la scène artistique internationale.

Plusieurs « stars » avaient ainsi fait le déplacement pour soutenir l'action de l'UNESCO en faveur des enfants les plus démunis, dont les lauréats des Oscars, Jane Fonda et Forest

Whitaker, l'auteur-compositeur Denise Rich, l'acteur Bud Spencer, ou encore les chanteurs Jermaine Jackson et Ronan Keating.

Prenant la parole, avec Stephen Dorff, à l'affiche du prochain film de Sophia Coppola, Jane Fonda et Forest Whitaker ont respectivement souligné l'importance de l'éducation des filles et de l'enseignement des valeurs humaines, telles que le respect mutuel et la solidarité. Créé en 1992 à l'initiative de Ute-Henriette Ohoven, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, ce gala de charité est devenu un événement de bienfaisance international et un instrument essentiel pour la levée des fonds destinés au programme de l'UNESCO pour l'éducation des enfants en détresse, qui est intégralement financé par des contributions privées.

Au cœur de ce programme, mis en œuvre par le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, se trouve l'appui à des projets de terrain destinés aux enfants vulnérables – en particulier, les enfants des rues, les enfants au travail, les enfants malades et handicapés, ou ceux victimes de guerres et de catastrophes naturelles – afin de contribuer à leur intégration sociale et leur offrir la perspective d'un avenir meilleur, à travers l'éducation.

Depuis sa création, en 1992, plus de 34 millions de dollars des États-Unis ont été recueillis permettant la mise en œuvre de plus de 340 projets, dans plus de 90 pays du monde. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Kornelia Guse, k.guse@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 44 62
Site web : www.unesco.org/shs/fr/childreninneed

Droit à l'éducation : la parole aux jeunes

« Pourquoi l'éducation est-elle un droit ? ».

Le 10 décembre 2009, cette interrogation était au centre des débats organisés par le Conseil français des associations pour les droits de l'enfant et le Centre régional d'information des Nations Unies de Bruxelles, au siège de l'UNESCO à Paris (France).

En soi, rien de surprenant à ce que l'agence des Nations Unies spécialisée dans l'éducation accueille un débat de ce type. Sauf que, ce jour-là, la majorité des spécialistes réunis, avec le soutien du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, est âgée de 13 à 17 ans.

À l'occasion de la Journée des droits de l'Homme, des dizaines d'adolescents, venus des collèges, lycées et centres culturels de plusieurs villes françaises ont été invités à prendre la parole. Nullement impressionnés d'intervenir dans la salle où se tient, tous les 2 ans, la Conférence générale de l'UNESCO, ces jeunes diront combien « il est important d'avoir envie d'apprendre pour être réceptif ».

Tout en reconnaissant l'importance de l'éducation, ils insisteront sur le fait que cette dernière ne se résume pas au seul apprentissage dispensé dans le cadre scolaire. Les rencontres avec d'autres aires culturelles sont, pour eux, tout aussi riches d'enseignement, comme en témoignera un groupe d'élèves ayant participé à un projet d'équipement d'une école sénégalaise, en reconnaissant avoir pris conscience, à cette occasion, de leur situation d'adolescents « privilégiés ».

Tout au long des débats, ouverts par la projection d'une version courte du film *Les droits humains en Europe*, réalisé par des élèves du Collège André Malraux de Paron (France), ces adolescents diront surtout leurs angoisses face à un monde, de plus en plus trouble, qui peine à leur garantir un emploi et un avenir, après que Vladimir Volodine, alors Chef de la Section de l'UNESCO en charge des droits humains et de l'égalité des genres, a rappelé que « l'éducation constitue un droit-clé pour obtenir une autonomie économique, une vraie intégration sociale et un accès à la vie culturelle ». ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Irina Zoubenko-Laplante, i.zoubenko-laplante@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 22



© Patrick Lagis/UNESCO

CÉLÉBRATION

Journée mondiale de la philosophie 2009 : plusieurs milliers de participants dans 35 pays

La célébration de la Journée mondiale de la philosophie a été ponctuée, en novembre 2009, par différentes manifestations organisées au siège de l'UNESCO, à Paris (France) et dans plus de 35 pays à travers le monde. Après l'Italie en 2008, et avant l'Iran en 2010, la Fédération de la Russie a accueilli la manifestation « phare » de cette célébration.

La 5^e édition de la Journée mondiale de la philosophie a été marquée par une célébration internationale qui s'est tenue, du 16 au 19 novembre, à Moscou et à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), autour du thème « La philosophie dans le dialogue des cultures ».

En prélude à la célébration de l'Année internationale du rapprochement des cultures, dont l'UNESCO est « chef de file », en 2010, pour les agences du système des Nations Unies, des philosophes venus de toutes les régions du monde se sont penchés sur les besoins, les enjeux et les difficultés qu'impliquent les différentes dynamiques d'interaction, de dialogue, voire de compétition entre les différents mouvements de pensée en jeu aujourd'hui.

Ils ont ainsi animé des tables-rondes portant sur « Le dialogue des rationalités », « La conscience identitaire et culturelle à l'ère de la mondialisation » ou encore « Les problèmes des écoles russes et le potentiel de la philosophie pour enfants ».

Comme chaque 3^e jeudi du mois de novembre, depuis le lancement de cette Journée mondiale par l'UNESCO, en 2002, et encore depuis son institutionnalisation en 2005, les nombreux réseaux de l'Organisation se sont également mobilisés, multipliant les initiatives en direction du monde académique et du grand public, afin de promouvoir la philosophie et de stimuler la réflexion, dans plus de 35 pays et au siège de l'UNESCO. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
La Section Sécurité humaine, démocratie et philosophie de
l'UNESCO, philosophy&human-sciences@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 45 52

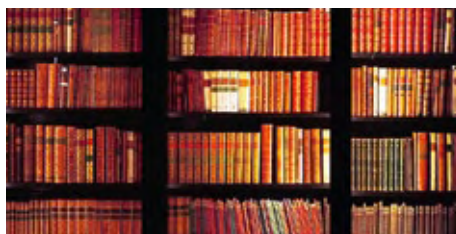
RUSSIE / 16-19 NOVEMBRE 09



© UNESCO Moscou

Les tables-rondes sur la philosophie et le dialogue des cultures, organisées dans la Fédération de Russie, du 16 au 19 novembre 2009, ont rencontré un vif succès, et notamment celles qui se sont tenues à Saint-Petersbourg (photo).

PARIS / 12 NOVEMBRE 09



© Swambur/Flickr

« Existe-t-il une islamophobie savante ? » : tel était le thème du débat organisé, le 12 novembre 2009, au siège de l'UNESCO à l'occasion de la publication de *Les Grecs, les Arabes et nous: Enquête sur l'islamophobie savante* (Fayard).

PARIS / 18-19 NOVEMBRE 09



© gettyimages/flickr

Le 9^e colloque sur les nouvelles pratiques philosophiques, organisé par l'association Philolab, l'UFRM de Créteil (France) et la revue Sciences Humaines, les 18 et 19 novembre, à l'UNESCO, portait sur l'apprentissage du philosophe aux enfants.

PARIS / 10 NOVEMBRE 09



© laKoppleberry/Flickr

Les civilisations arabe, chinoise, égyptienne, indienne, juive, persane et tibétaine étaient à l'honneur, le 10 novembre 2009, lors du lancement, à l'UNESCO, d'un ouvrage dirigé par Roger Pol-Droit, intitulé *Les Philosophies d'ailleurs*.

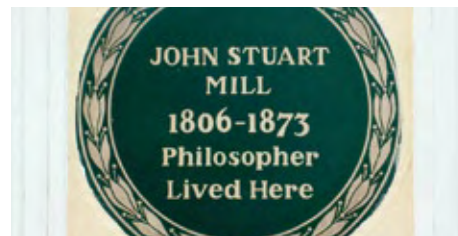
PARIS / 18-20 NOVEMBRE 09



D.R.

Un colloque dédié à l'œuvre de l'ethnologue français Pierre Clastres, spécialiste des conceptions du pouvoir dans les sociétés dites « primitives », était organisé par le Collège international de philosophie, du 18 au 20 novembre 2009, à l'UNESCO.

PARIS / 19 NOVEMBRE 09



© netichols/flickr

Organisé par le Collège de France, un colloque portant sur la pensée de John Stuart Mill a permis de célébrer le 150^e anniversaire de son livre *De la liberté*, en rassemblant des centaines de personnes, le 19 novembre 2009, à l'UNESCO.

1^{res} assises du réseau des femmes philosophes : elles veulent devenir des « femmes d'influence »

Lancé en mars 2007, le Réseau international des femmes philosophes parrainé par l'UNESCO a tenu ses 1^{res} Assises, les 14 et 15 décembre 2009, au siège de l'Organisation, à Paris (France), offrant l'occasion aux femmes philosophes d'affirmer leur ambition d'être des femmes d'influence.

« Alors que toutes les professions s'organisent en réseaux de femmes », l'idée de la création d'un réseau international de femmes philosophes a pourtant suscité la « question de sa raison d'être et de son bien fondé ».

Cette position, exprimée par Moufida Goucha, Chef de la Section de l'UNESCO chargée de la sécurité humaine, de la démocratie et de la philosophie, lors des 1^{res} Assises du Réseau international des femmes philosophes organisées, les 14 et 15 décembre, au siège de l'Organisation, à Paris (France), procède d'un constat : celui de l'absence criante de femmes philosophes sur la scène internationale, où les tables rondes et autres espaces de discussion sont majoritairement et désespérément masculins.

Sortir de l'ombre, s'offrir à l'éclat du soleil, voilà donc le défi qu'ont décidé de relever les quelque 150 femmes en provenance de 35 pays de différentes régions de la planète, rassemblant, selon Barbara Cassin, « une culture, une civilisation du monde ».

Des résistances masculines

La femme philosophe est-elle celle qui se dénomme ainsi ou celle qui est ainsi dénommée ? Un homme peut-il philosopher comme une femme et vice versa ? À l'examen de ces questions qui ont donné lieu à un débat riche et quelque peu iconoclaste, de nombreuses participantes ont dénoncé « l'obstacle » constitué par « les résistances masculines » rencontrées sur le chemin de leur épanouissement professionnel et intellectuel, cette sorte de « condescendance » qui les relègue à l'arrière-plan.

Conviés aux débats, des hommes philosophes ont apporté leur sensibilité. Si le Professeur



© Patrick Lagès/UNESCO

François Jullien a affirmé « ne pas avoir de point de vue », son homologue Charles Malamoud s'est interrogé : « Si les femmes occupent la même place que les hommes, y aura-t-il un discours féminin ? ».

S'appuyant sur des études de femmes philosophes effectuées dans des universités américaines et portant sur « des lettres de recommandations », le Professeur Souleymane Bachir Diagne fera sienne l'idée selon laquelle « les hommes transfèrent les micro-inegalités dans leurs cervelles, ces petits riens qui, parce qu'ils ne sont pas mesurables, méritent d'être mis en évidence. » Ainsi, il remarque que « les lettres de recommandations, ces jugements des pairs sur lesquels le recrutement repose, pour une grande partie, aux États-Unis, sont plus courtes pour les femmes, car consacrant moins de temps à décrire leurs réalisations académiques ».

« Fluidifier les identités et les idées, c'est d'abord des stratégies », notera, de son côté, Barbara Cassin, membre fondatrice du Réseau, en appelant ses consœurs à devenir non pas des « femmes de pouvoir » mais des « femmes d'influence » en saisissant l'opportunité offerte pour poser une « identité opposable ».

Nombre de participantes ont invité à une plus grande solidarité dans le cadre d'une dynamique d'échange matérialisée à travers une base de données en ligne des membres du réseau, la publication d'un bulletin d'information électronique et d'un « Who's who » des femmes philosophes, de même qu'en renforçant leur présence dans le champ philosophique.

Encourageant la démarche, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines a salué le fait que « ces 1^{res} Assises offrent l'occasion concrète d'illustrer la priorité faite à l'égalité des genres par l'UNESCO, en valorisant une réflexion produite et portée par les femmes philosophes ». Elles en sont bien conscientes et, dans leurs propositions de thèmes à explorer, sont massivement revenues sur des sujets relatifs à la guerre, au changement climatique, à l'éthique.

Femmes d'influence ? En tout cas, les femmes philosophes ont décidé de ne pas être absentes des débats qui agitent le monde. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Phinith Chanthalangsy, p.chanthalangsy@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 43 47

Site web :
www.unesco.org/shs/fr/philosophy/women_philosophers

Relance de la Coalition africaine contre le racisme

La Coalition des villes africaines contre le racisme, lancée, en 2006, à Nairobi (Kenya), devrait se développer. À l'initiative de l'UNESCO, les municipalités ayant souhaité s'engager dans ce réseau pour lutter contre les discriminations se sont, en effet, retrouvées à Windhoek (Namibie), les 5 et 6 octobre 2009, afin de rédiger les statuts internes et définir les mécanismes opérationnels qui manquaient au bon fonctionnement de cette coalition. Ces derniers devraient être adoptés lors de la prochaine conférence générale du réseau. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Marcello Scarone**, m.scarone@unesco.org, tél.: +33 1 45 68 41 96

L'Amérique latine nourrit le débat

« Plus d'égalité et de diversité » : tel était le thème de la 3^e assemblée générale de la Coalition des villes contre le racisme d'Amérique latine et des Caraïbes, organisée, du 24 au 26 septembre 2009, à Montevideo (Uruguay). Sur la base des échanges constructifs qui ont eu lieu sur des sujets tous plus ou moins liés à la citoyenneté dans un monde de migrants, des recommandations ont été formulées et présentées à la Coalition internationale des villes contre le racisme, réunie, à Nuremberg (Allemagne), le mois suivant. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Marcello Scarone**, m.scarone@unesco.org, tél.: +33 1 45 68 41 96

La coalition européenne change de direction

La Coalition européenne des villes contre le racisme, réunie à Toulouse (France), les 19 et 20 novembre 2009, à l'occasion de sa 3^e conférence générale, a procédé au renouvellement de son Comité directeur. Les villes d'Aubervilliers, Barcelone, Bologne, Botkyrka, Chair, Gand, Graz, Karlsruhe, Lausanne, Liège, Malmö, Nantes, Potsdam, Saint-Petersbourg, Toulouse et Villeurbanne y ont été élues pour 2 ans. Botkyrka et Toulouse assureront la Vice-présidence de la Coalition aux côtés de Nuremberg qui en conserve la Présidence. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Kornelia Guse**, k.guse@unesco.org, tél.: +33 1 45 68 44 62

COALITION DES VILLES CONTRE LE RACISME

Plaidoyer en Indonésie pour des sociétés plus inclusives



© Roslan Tangah/Flickr

Lors d'une conférence, organisée à Bandung, fin 2009, la Coalition internationale des villes contre le racisme a exhorté l'ensemble de la communauté internationale à favoriser l'émergence de sociétés plus inclusives.

La conférence internationale, organisée à Bandung (Indonésie), du 28 au 30 octobre 2009, dans le cadre de la Coalition internationale des villes contre le racisme, aurait pu faire sienne la devise du 61^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme qui clame « Optez pour la diversité. Mettez fin à la discrimination ».

Venus de différentes régions du monde, les représentants de gouvernements, universitaires et planificateurs urbains se sont en effet penchés sur les réponses apportées par les municipalités à la crise économique mondiale, et en particulier aux stratégies de survie des populations les plus démunies qui sont souvent les plus discriminées.

Traditionnellement, la discrimination provient d'une peur de l'inconnu, ce qui tend à créer encore plus de déséquilibre, notamment dans une période aussi incertaine que la nôtre, caractérisée par le fait que de nombreuses personnes sont confrontées à la perte de leurs emplois, de leurs maisons et de leurs moyens de subsistance.

Dans un tel contexte, propice à l'émergence et à l'augmentation du rejet de l'autre, il est facile de mettre à l'index les personnes vulnérables, notamment les plus pauvres. C'est le cas des populations rurales qui, pensant trouver du travail dans les villes, s'y retrouvent pour vivre dans des conditions souvent plus difficiles que dans leurs villages. De fait, les mouvements de populations, les modèles de migration et d'immigration, mettent toujours plus de pression sur les zones urbaines.

À ce phénomène s'ajoutent de nouvelles discriminations à l'égard des personnes handicapées, des jeunes, ou encore des séropositifs et des malades du Sida, comme l'ont fait remarquer des représentants de gouvernements locaux, des universitaires et des urbanistes, présents à Bandung. Compte tenu de ce sombre tableau, les gouvernements locaux ont l'obligation de trouver des solutions pratiques, rendant ainsi encore plus urgent le développement de stratégies pour aller vers des sociétés inclusives.

Si la notion de « communautés travaillant ensemble » a été, sans nul doute, l'une des idées les plus importantes de la conférence, les participants n'en ont pas moins souligné la difficulté à rendre cette coopération effective chez soi. Au moment où les leaders de la planète sont concentrés sur la débâcle économique et l'insécurité liée au changement climatique, ils ont rappelé que la lutte contre le racisme et les discriminations concerne des millions de personnes à travers le monde et que les minorités vivant en zones urbaines sont plus que jamais vulnérables.

De fait, la conférence de Bandung a confirmé la contribution essentielle au combat quotidien contre les discriminations apportée par les municipalités engagées dans la Coalition internationale des villes contre le racisme. Pour mieux faire connaître cette expérience et amplifier ainsi ses efforts, un livre rassemblant de multiples études de cas sera publié en 2010.

Officiellement constituée le 30 juin 2008, à l'occasion du 3^e Forum mondial des droits de l'Homme, organisé à Nantes (France), cette coalition mondiale rassemble les différents réseaux régionaux créés, depuis 2004, dans le monde, à l'initiative de l'UNESCO, ainsi que toutes les municipalités qui n'en seraient pas membres mais n'en désireraient pas moins partager leurs expériences afin d'améliorer leurs politiques de lutte contre les discriminations et de promotion de la diversité, du respect mutuel et du dialogue. ¶

Janine di Giovanni

Pour plus d'informations, merci de consulter : www.unesco.org/shs/villescontreracisme



© Scott Wallace/Banque mondiale

5^E FORUM URBAIN MONDIAL

Rendez-vous à Rio pour des villes à visage humain

Après Nairobi (Kenya, 2002), Barcelone (Espagne, 2004), Vancouver (Canada, 2006) et Nanjing (Chine, 2008), Rio de Janeiro (Brésil) accueille, en mars 2010, le 5^e Forum urbain mondial qui offrira à l'UNESCO une nouvelle opportunité de promouvoir le droit à la ville.

Organisé tous les deux ans, sous l'égide du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le 5^e Forum urbain mondial se tient, du 22 au 26 mars 2010, à Rio de Janeiro (Brésil), sur le thème « Le droit à la ville – Comblent le fossé urbain ». Des centaines de participants du monde entier – urbanistes, universitaires, représentants de gouvernements, de collectivités locales, de l'UNESCO et de nombreuses ONG – réfléchiront aux modalités optimales pour assurer un développement durable des villes, autour de diverses thématiques : approfondir le droit à la ville ; combler le fossé urbain ; favoriser l'accès équitable à l'habitat ; diversité et identité culturelle dans la ville ; gouvernance et participation ; urbanisation inclusive durable. En parallèle des dialogues, des sessions de formation et de mise en réseau seront organisées et ouvertes aux organisations partenaires.

Invité à participer à cette 5^e édition, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, ne devrait pas manquer de rappeler combien

cette manifestation fournit une occasion unique de promouvoir un développement urbain fondé sur les droits humains. Alors que plus de la moitié de l'humanité vit aujourd'hui dans des villes, le phénomène urbain croissant, irréversible et planétaire, soulève en effet bien des défis : pauvreté, changement climatique, accès aux infrastructures de base comme l'habitat, l'eau potable, les installations sanitaires, un environnement accueillant, etc.

Rendre effectif le droit à la ville

Dans un contexte où les conséquences de la crise financière de 2008 se font durement sentir, toutes ces questions sont plus que jamais à l'ordre du jour, tout comme celle du droit à la ville qui suppose que tous les habitants aient accès aux opportunités offertes par l'environnement urbain et par son développement. Pour l'UNESCO et l'ONU-Habitat, dans ce domaine, l'enjeu est moins de créer une convention que de favoriser la création d'un environnement assurant à tous – État et citoyens de tout âge et de toute condition – la jouissance effective des droits fondamentaux tels que l'accès à un logement décent, à l'éducation, à la santé ou à la sécurité. Si certains pays ont en effet déjà avancé sur le terrain législatif, il reste à savoir si ces législations se sont réellement traduites par une meilleure participation aux prises de décision, une plus grande égalité et un développement urbain plus équitable et inclusif.¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Brigitte Colin, b.colin@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 37 54
Marina Faetanini, m.faetanini@unesco.org, tél. : +91 11 26713000

36%

C'est la part de la population des pays en développement qui vivait dans des bidonvilles, en 2005.
(ONU, 2009)

SHANGHAI-2010

Une exposition universelle pour une « vi(II)e meilleure »

« Africités » accueille le Programme most

À l'invitation du Secrétaire général des Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), le réseau most « Professionnels de la ville » d'Amérique latine et des Caraïbes a participé à la 5^e session « Africités » qui s'est tenue à Marrakech (Maroc), du 16 au 20 décembre 2009, sur le thème « La réponse des collectivités locales et régionales d'Afrique à la crise globale : promouvoir le développement durable et l'emploi ».

À travers cette manifestation, où étaient rassemblés élus locaux, décideurs politiques, professionnels, techniciens, chercheurs et membres de la société civile pour réfléchir ensemble sur le développement local et les politiques urbaines comme l'une des clés pour affronter les crises contemporaines en Afrique, l'objectif principal des représentants du programme most était d'ouvrir des chemins alternatifs de coopération et de partenariat entre l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes.

Un message rendu possible grâce à un partenariat multilatéral mis en œuvre par le programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (most), le bureau de l'UNESCO à Rabat, le Centre du Patrimoine Mondial, la Chaire UNESCO « Ciudades Intermedias – Urbanización y Desarrollo » de l'Université de Lleida (Espagne) et l'Union internationale des architectes. Ensemble, ils ont organisé, le 18 décembre 2009, une session spéciale, placée sous l'égide de l'UNESCO. Trois thèmes ont été discutés : « Patrimoines et territoires : enjeux du partenariat » ; « Former les professionnels de la ville, optimiser l'appui aux collectivités locales » ; « Villes intermédiaires et tourisme durable - Urbanisation et développement en Afrique ». L'un des résultats obtenus a été le renforcement de partenariats professionnels et techniques avec les décideurs politiques, au niveau local, dans le cadre de l'Initiative de Yaoundé, initiée par le Centre du Patrimoine mondial en 2003. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Germán Solinis, g.solinis@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 37

Pour la première fois dans l'histoire des expositions universelles, celle qui ouvrira ses portes à Shanghai (Chine), en mai 2010, sera placée sous le thème du développement urbain. Plusieurs agences des Nations Unies, dont l'UNESCO, y seront présentes.

L'Exposition 2010 qui ouvrira ses portes, à Shanghai (Chine), le 1^{er} mai 2010, pour les refermer 6 mois plus tard, est la première exposition universelle sur la problématique de la ville et devrait accueillir 70 millions de visiteurs autour du thème « Ville meilleure, vie meilleure ».

Avec l'objectif de contribuer à atteindre de meilleures conditions de vie et la mise en place d'environnements plus durables dans les zones urbaines, une large gamme d'initiatives seront proposées autour de 5 principaux sous-thèmes : la coexistence pacifique des différentes cultures dans la ville ; la prospérité de l'économie urbaine ; l'innovation techno-scientifique dans la ville ; la restructuration des communautés urbaines ; et l'interface entre la ville et la campagne.

Un pavillon des Nations Unies

L'Expo accueillera, notamment, un pavillon des Nations Unies, entièrement dédié au dialogue entre l'Organisation et les peuples qu'elle sert. Des agences onusiennes travaillant dans des domaines connexes seront, ainsi, présentes et traiteront, à travers diverses activités, de sujets tels que l'interaction entre la ville et l'environnement, le développement social, la culture, ou encore l'économie créative. Celles oeuvrant plus particulièrement dans le domaine des questions urbaines présenteront une exposition, à tour de rôle, chaque semaine, du 1^{er} mai au 31 octobre. En sa qualité d'agence « Chef de file » des Nations Unies pour la culture, l'UNESCO insistera, pour sa part, sur l'importance de l'année 2010 « Année internationale des Nations Unies pour le rapprochement entre les cultures » et profitera de la visibilité offerte par l'Expo pour promouvoir plusieurs de ses programmes en faveur du « mieux vivre ensemble ».

Répartie sur plus d'une trentaine de sites, proposant tous des activités quotidiennes, l'Expo organisera, chaque jour, une centaine d'activités sur son propre site. Trois espaces de dialogue de type différents se tiendront en complément. Un Sommet réunira, ainsi, des chefs d'État, des maires des principales métropoles, des personnalités renommées et des décideurs du monde des affaires, des milieux académiques, de la culture ou des principaux médias. Des forums publics permettront une libre expression du grand public. Enfin, des forums sur des thèmes techniques rassembleront, une fois par mois, des experts de différentes disciplines. Celui organisé par l'UNESCO, sur le thème « Patrimoine culturel et régénération urbaine », se tiendra à Suzhou (Province du Jiangsu) et Shanghai, les 12 et 13 juin 2010, et ses résultats seront intégrés dans la « Déclaration de Shanghai » qui sera adoptée à la clôture de l'Expo.

Cette dernière devrait refléter les ambitions et les attentes de tous ceux qui agissent pour créer les conditions d'une plus grande harmonie entre le développement socio-économique et la vie culturelle dans les villes, en tentant d'empêcher la dégradation croissante de l'environnement mondial. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Brigitte Colin, b.colin@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 37 54
Site web : <http://fr.expo2010.cn>



© keNinon/flickr

L'Argentine à la tête du programme MOST

Le bureau du Conseil intergouvernemental (CIG) du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST) a été renouvelé, le 17 octobre 2009, à l'occasion d'une session extraordinaire du CIG qui s'est tenue, au siège de l'UNESCO, à Paris (France), en marge de la 35^e Conférence générale de l'Organisation. Un Président, 6 Vice-présidents, représentant chacun une des régions du monde, et un nouveau Rapporteur ont été élus pour la période 2009-2010. Alicia Kirchner, ministre du Développement social de l'Argentine, occupera la fonction de Présidente de ce nouveau bureau, succédant à Zola S. Skweyiya, ancien ministre du Développement social de l'Afrique du Sud, qui a occupé cette fonction de 2005 à 2009.

Les Philippines assureront la fonction de Rapporteur, les 6 Vice-présidences régionales devant être assurées par les pays suivants :

- Vice-présidence pour l'Afrique : Côte d'Ivoire.
- Vice-présidence pour l'Amérique latine et les Caraïbes : Équateur.
- Vice-présidence pour l'Asie et le Pacifique : Malaisie.
- Vice-présidence pour les États arabes : Liban.
- Vice-présidence pour l'Europe et l'Amérique du Nord : Finlande.
- Vice-présidence pour l'Europe de l'Est : Albanie

Les membres de ce nouveau bureau se réuniront pour la première fois, les 19 et 20 avril 2010, au siège de l'UNESCO à Paris, à l'occasion d'une réunion conjointe avec le Comité de conseil scientifique (CSS) du programme MOST. En effet, le bureau du CIG du MOST a pour mission d'évaluer les projets développés dans le cadre du programme en collaboration avec le CSS. Ce dernier, composé de 6 experts indépendants nommés pour 3 ans (un pour chaque région du monde), apporte une expertise scientifique sur la qualité et la pertinence des projets développés par le programme MOST, fonctionnant comme une instance de conseil permanente. Lors de la réunion du mois d'avril 2010, il s'agira, notamment, d'étudier les plans de travail du programme ainsi que les projets qui seront développés en 2010 et 2011. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Christina von Fürstenberg,
c.von-furstenberg@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 45 16



SPORT

Augmentation des aides pour lutter contre le dopage

Organisée, du 26 au 28 octobre 2009, au siège de l'UNESCO, à Paris (France), la 2^e Conférence des Parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport a décidé d'augmenter le montant des aides accordées aux États pour lutter contre ce fléau.

La 2^e Conférence des États-Parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport s'est tenue, du 26 au 28 octobre 2009, au siège de l'UNESCO à Paris (France), en présence, notamment, des représentants de plus de 90 pays, des principales organisations sportives internationales et de l'Agence mondiale antidopage (AMA).

À l'issue des débats, qui ont essentiellement porté sur le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport, une augmentation substantielle des sommes allouées aux gouvernements pour les aider à mettre en oeuvre des programmes efficaces de lutte contre le dopage a été décidée. Opérationnel depuis 2008, ce Fonds, qui disposait, en octobre 2009, d'un budget de 2,2 millions de dollars des États-Unis, a déjà contribué au financement de 11 projets en Afrique (Cameroun, Cap Vert, Mali, Mozambique, Seychelles et Tunisie), en Amérique latine et dans les Caraïbes (Barbade, Jamaïque et Uruguay), ainsi qu'en Europe (Albanie et Roumanie).

Désormais, chaque projet national bénéficiera d'un soutien maximum de 20.000 dollars des États-Unis, et cette somme pourra atteindre 50.000 dollars pour chaque projet sous-régional, inter-régional et régional. Tous devront cependant s'inscrire dans le cadre

des trois domaines prioritaires en vigueur jusqu'à la prochaine réunion des États-Parties à la Convention, prévue en 2011 : les projets éducatifs centrés sur les jeunes et les organisations sportives ; le soutien aux efforts des États-Parties pour se mettre en conformité avec la Convention, tant sur le plan de la législation, de la régulation, des politiques que des pratiques ; et les programmes d'accompagnement et de développement des capacités des États-Parties à faibles revenus. La conférence d'octobre 2009 a également examiné un système de suivi électronique de la mise en oeuvre de la Convention adoptée, en octobre 2005, par la 33^e Conférence générale de l'UNESCO.

Constituant une véritable « première » pour une convention des Nations Unies, ce système, créé par l'UNESCO, permettrait d'assurer un suivi harmonisé des programmes de lutte contre le dopage dans le sport mis en place par l'ensemble des parties prenantes, gouvernements et organisations sportives. Dans le même souci d'harmonisation, les quelque 250 participants à cette conférence ont décidé de mettre en place une procédure d'adoption de la liste des substances et méthodes interdites dans le sport, garantissant que les gouvernements comme le mouvement sportif disposent d'une même liste à partir du 1^{er} janvier 2010.

Ils ont également entendu le rapport de l'AMA sur l'application du Code mondial antidopage, qui prévoit que les gouvernements qui omettraient de ratifier la Convention de l'UNESCO, avant le 1^{er} janvier 2010, ou qui ne s'y conformeraient pas par la suite, pourraient ne plus être aptes à présenter leur candidature à l'organisation de manifestations sportives. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Paul Marriott-Lloyd, p.marriott-lloyd@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 33
Site web : www.unesco.org/fr/antidoping

MOST

Développement social : vers un cadre régional en Afrique de l'Est

Du 2 au 7 octobre 2009, pas moins de 19 ministres ont participé au 2^e Forum des ministres du Développement social d'Afrique de l'Est, organisé, à Bujumbura (Burundi), par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) avec le soutien du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST).

Le 2^e Forum des ministres du Développement social d'Afrique de l'Est, organisé par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), avec le soutien du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST), s'est tenu, du 2 au 7 octobre 2009, à Bujumbura (Burundi).

L'objectif était de faire le point sur l'état de mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue du 1^{er} Forum, organisé, en 2008, à Kigali (Rwanda), et durant lequel, 4 grands domaines d'action prioritaires avaient été identifiés : les services sociaux et de santé ; l'éducation, les sciences et les technologies, la culture et le sport ; le genre, les enfants, la jeunesse, la protection sociale et le développement communautaire ; ainsi que l'environnement et les ressources naturelles. L'élaboration d'un cadre régional pour stimuler le développement social en Afrique de l'Est, à l'image de celui adopté par l'Union africaine en 2008, était également à l'ordre du jour.

À l'occasion de 4 sessions, respectivement dédiées aux experts, aux représentants officiels, au comité de coordination et aux ministres, des rapports préparés par des groupes d'experts multidisciplinaires sur la situation des 5 pays concernés dans les domaines identifiés comme prioritaires, ont été discutés. Cet examen a incité les participants à établir un projet de planification stratégique, susceptible de servir de base à la définition d'un cadre régional pour renforcer l'égalité des genres, le développement de la jeunesse, celui des enfants, mais également pour assurer une meilleure protection sociale et favoriser le développement communautaire dans son ensemble.

Dans un rapport final, adopté à l'issue des débats, des objectifs clairs ont été fixés. Chacun des 5 pays de la CAE devrait, ainsi, augmenter le budget des programmes de développement social et harmoniser ses structures institutionnelles et cadres politiques



© UNESCO / Bujumbura

d'ici à 2012. Au niveau national, des comités multi-sectoriels, composés de représentants des structures institutionnelles, de la société civile et du secteur privé seront mis en place pour planifier et concevoir des programmes de développement social. Au niveau régional, la création de mécanismes de gestion et d'évaluation est envisagée, ainsi que celle d'un fonds régional pour la gestion des désastres et la sécurité alimentaire. Autre objectif annoncé : la pérennisation de ce forum, conçu comme un *Think tank*, afin d'apporter un soutien technique à la planification sociale, à la recherche et au développement.

Appelant, chacun, à adopter les mesures nécessaires pour réduire l'impact de la crise sur le développement social, en augmentant immédiatement les ressources allouées à la mise en œuvre des recommandations adoptées lors de leur 1^{re} rencontre, les membres du Forum des ministres du Développement social de l'Afrique de l'Est se sont donnés rendez-vous au Kenya, en novembre 2010, où sera présentée une version finale du projet de planification stratégique sur le genre, la jeunesse, les enfants, la protection sociale et le développement communautaire.

Plus d'une centaine de personnes, parmi lesquelles le 1^{er} Vice-Président du Burundi et 19 ministres des gouvernements du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie, ainsi que de nombreux experts, des représentants de la CAE, de l'UNESCO, de l'UNICEF et de l'organisation TGZ participaient à cette rencontre. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Yvonne Matuturu, y.matuturu@unesco.org, tél. : + 257 21 53 82/84

Développement social : 3^e Forum des ministres d'Asie du Sud

Le bureau de l'UNESCO à New Delhi et le ministère de la Protection sociale du Bangladesh co-organisent une conférence ministérielle régionale sur le développement social, qui se déroulera, en mai 2010, à Dhaka (Bangladesh). Après celles qui se sont tenues au Pakistan, en 2006, et en Inde, en 2008, cette conférence est la 3^e organisée dans le cadre du Forum des ministres du Développement social d'Asie du Sud créé en 2006. À l'image des autres forums de ce type qui ont vu le jour, dans toutes les régions du monde, à l'initiative du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST), ce Forum sud-asiatique offre une véritable plate-forme pour l'échange d'informations sur la mise en œuvre des politiques sociales dans la région, en facilitant la rencontre et le dialogue entre chercheurs en sciences sociales, décideurs politiques et militants de sociétés civiles. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter : Marina Faetanini, m.faetanini@unesco.org, tél. : +91 11 26713000

Les jeunes au cœur du 1^{er} Forum des ministres des Caraïbes

Le 1^{er} Forum des ministres du Développement social des Caraïbes se tenait, du 24 au 26 janvier 2010, à Kingston (Jamaïque), avec l'ambition de contribuer à la formulation de politiques publiques permettant de réduire les conséquences de la crise mondiale sur les jeunes caribéens. Organisée par le ministère jamaïcain de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, en coopération avec le bureau de l'UNESCO à Kingston, cette rencontre a réuni les ministres des pays des Caraïbes, des chercheurs en sciences sociales, des représentants d'ONG et d'organisations de jeunesse, ainsi que du secrétariat du CARICOM et de la CEPALC. Six ans après la création, en Amérique latine, du 1^{er} espace de dialogue régional de ce type, le forum caribéen fut le 7^e à être créé à l'initiative du MOST. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter : Pedro Monreal-Gonzalez, pm.monreal-gonzalez@unesco.org, tél. : +1 876 9297087

Enseignement de la Philosophie : une collection de l'UNESCO pour décrypter les défis régionaux



Cinq ouvrages, publiés par l'UNESCO, en 2009, contribuent au débat sur le renforcement de l'enseignement de la philosophie dans le monde, en dressant un état des lieux des défis posés dans l'Afrique francophone et anglophone, en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans la région Arabe, et en Asie-Pacifique.

Fin 2009, l'UNESCO a publié une collection d'ouvrages portant sur l'enseignement de la philosophie dans chacune des régions ayant abrité une réunion de haut niveau consacrée à ce sujet : l'Amérique latine et les Caraïbes (Saint-Domingue, République dominicaine, en juin 2009); la région arabe (Tunis, Tunisie, en mai 2009); l'Asie et le Pacifique (Manille, Philippines, en mai 2009); l'Afrique francophone (Bamako, Mali, en septembre 2009) et l'Afrique anglophone (Port-Louis, République de Maurice, en septembre 2009). Au cours de ces différentes rencontres, les pays de chacune des régions concernées avaient été invités à établir un diagnostic aussi exhaustif que possible des questions cruciales relatives à l'enseignement de la philosophie à l'échelle nationale, ainsi qu'à ouvrir des pistes pour favoriser le développement de cet enseignement de manière effective. Si les spécificités propres à chacune des régions s'y trouvent soulignées, chacun de ces ouvrages aborde la question de l'enseignement de la philosophie aux enfants en partant

du postulat selon lequel ces derniers ont besoin de recevoir des réponses à leurs questionnements existentiels, pour s'épanouir pleinement à l'école. Tous s'interrogent également sur les particularités de l'enseignement de la philosophie au niveau secondaire, en remarquant que ce dernier correspond à une période de la vie – l'adolescence – pendant laquelle le rapport au monde, à autrui et à soi-même déclenche un processus de structuration délicat, avec ses interrogations et ses souffrances diverses. De fait, tous appellent à une approche interdisciplinaire, qui interroge constamment les liens entre la pensée philosophique et les expressions culturelles locales, notamment en Afrique, dans les États arabes, en Asie ou encore en Amérique latine et dans les Caraïbes. S'agissant de l'enseignement de la philosophie au niveau supérieur, tous mettent également en lumière l'interaction entre ce dernier et l'enseignement secondaire, en s'attachant notamment à la question de la professionnalisation et de la formation continue des enseignants. Après le succès de *La Philosophie, une école de la liberté*, qui dressait, pour la première fois, en 2007, un véritable état des lieux de l'enseignement de la philosophie dans le monde, l'UNESCO propose ainsi d'aller plus loin, avec cette collection, en impliquant le maximum d'États concernés et engagés dans la voie d'un soutien durable à la philosophie dans leurs systèmes éducatifs, aussi bien

formels qu'informels. En favorisant l'approfondissement du débat en cours et en mettant en perspective un certain nombre de données, de pratiques ayant fait leurs preuves, et de questions vives soulevées par l'enseignement de la philosophie, ces ouvrages entendent contribuer à faciliter la mise en place de plans d'action nationaux, à travers une coopération régionale renforcée. ¶

Pour télécharger ces livres gratuitement, dans les différentes langues disponibles, merci de consulter la rubrique « Publications » du site web du secteur des sciences sociales et humaines :

www.unesco.org/shs/fr/publications

L'enseignement de la philosophie en Afrique. Pays francophones
66 p., UNESCO, 2009 SHS/PH/2009/PI/AFR (uniquement en français)

L'enseignement de la philosophie en Amérique latine et Caraïbes
70 p., UNESCO, 2009 SHS/PH/2009/PI/LAC (disponible en anglais, en espagnol et en français)

L'enseignement de la philosophie en Afrique. Pays anglophones
58 p., UNESCO, 2009 SHS/PH/2009/PI/AFR (uniquement en anglais)

L'enseignement de la philosophie en Asie et Pacifique
82 p., UNESCO, 2009 SHS/PH/2009/PI/APA (uniquement en anglais)

L'enseignement de la philosophie dans la Région arabe
58 p., UNESCO, 2009 SHS/PH/2009/PI/ARB (disponible en arabe, en anglais et en français)



« Savoirs » et « légitimité » à la Une de la RISS

Le numéro 195 de la *Revue internationale des sciences sociales (RISS)* consacre deux dossiers aux « savoirs » et à leurs évolutions dans le contexte de la mondialisation. Le premier aborde le sujet du triple point de vue des savoirs traditionnels, des relations entre savoirs mondialisés et développement et des savoirs tacites. Il distingue le savoir, par essence enraciné, de l'information, dont la vocation est de circuler, et incite à s'interroger sur le fait que la société de l'information serait en contradiction avec la société du savoir. Le second dossier prend, pour sa part, une perspective éthique à partir du cas particulier du Pacifique et de ses systèmes de savoirs autochtones, qui ne sont ni assimilables aux connaissances scientifiques « occidentales » ni incompatibles avec elles. L'enjeu est plutôt de créer des « espaces de négociation » où les différentes formes de savoir puissent se rencontrer et échanger. Le numéro 196 de la *RISS* éclaire, quant à lui, l'un des concepts centraux de la science politique : la légitimité. À travers une réflexion critique sur la typologie du sociologue allemand Max Weber (1864-1920) – qui distinguait légitimités « traditionnelle », « charismatique » et « rationnelle-légale » –, les auteurs insistent sur le besoin de renouveler la réflexion sur les facteurs de stabilité des régimes ou des États. En mettant l'accent sur les processus de « délégitimation », ils en soulignent la grande diversité ainsi que le caractère souvent insaisissable. Selon eux, si la perte de légitimité permet bien souvent de mettre en récit une chute déjà actée, c'est précisément cette dimension narrative de la légitimité qui explique la force de cette notion dans les débats politiques les plus divers. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : John Crowley, j.crowley@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 28
Site web (en anglais) : www.unesco.org/shs/issj

Avant-Première d'*Invictus* au siège de l'UNESCO



© M. Rivas/SHS / UNESCO

Le 11 janvier 2010, l'UNESCO accueillait, à Paris (France), l'avant-première française du film *Invictus*, organisée en collaboration avec Havas Sports & Entertainment et Warner Bros. Produit et réalisé par Clint Eastwood, ce film retrace la manière dont Nelson Mandela, alors Président de l'Afrique du Sud, s'est appuyé sur la Coupe du monde de rugby qui se tenait, en 1995, dans ce pays, comme vecteur de réconciliation des Sud-Africains à la fin

de l'apartheid. À travers *Invictus* se trouve ainsi porté à l'écran le message du programme de l'UNESCO en faveur du sport pour la paix et le développement, qui s'emploie, notamment, à valoriser l'action bénéfique des programmes sportifs et le pouvoir du sport pour la réconciliation.

Dans un message lu par l'ancien judoka français David Douillet, lors de la cérémonie qui a précédé la projection de son film, Clint Eastwood assurait ainsi que « le siège de l'UNESCO est le lieu idéal pour ce film (...) pour le lien qu'il pourrait établir entre communautés, races, nations et systèmes politiques. » Le cinéaste s'inquiétait cependant en concluant : « Hélas, tout sport n'est-il pas le plus souvent aujourd'hui manipulé par le mercantilisme ? Tout comme le cinéma d'ailleurs, à commencer par celui d'Hollywood. » ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter : www.unesco.org/shs/sport

Vers un suivi mondial des initiatives pour la jeunesse

Organisée, du 19 au 21 janvier 2010, à Bari (Italie), trois mois après que se soit tenu le 6^e Forum des jeunes de l'UNESCO, la 1^{re} rencontre mondiale des jeunes pour un avenir durable devait être l'occasion de lancer, avec les différents partenaires présents, un mécanisme conjoint de suivi de toutes les initiatives mondiales de jeunesse. Pilotée par le gouvernement italien et la région de Puglia, dans le cadre de l'initiative « Ni, mon dokaj civitano » (Nous, citoyens globaux-locaux), cette rencontre, à laquelle l'UNESCO prendra part, devait réitérer l'importance de la contribution des 15-24 ans aux efforts visant à relever le défi du développement social durable. Quelque 1000 participants étaient attendus, parmi lesquels 500 jeunes délégués de 90 pays, pour débattre autour de 5 thématiques : l'éducation ; l'engagement civique / la citoyenneté ; l'environnement / le changement climatique ; la sécurité humaine et le développement ; l'emploi, l'entrepreneuriat et l'économie. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter : www.nimociv.org/web

Conférence mondiale de la jeunesse à Mexico

Organisée par le gouvernement mexicain, en collaboration avec divers partenaires, dont l'UNESCO, une conférence mondiale de la jeunesse se tiendra, à Mexico (Mexique), en août 2010, et offrira l'opportunité d'engager une vaste réflexion sur le rôle des jeunes dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dix ans après leur adoption. En tant que partie prenante du mécanisme général d'analyse et de suivi des initiatives liées à la jeunesse, la Section jeunesse, sports et éducation physique de l'UNESCO fera le point sur la mise en œuvre des recommandations du 6^e Forum des jeunes de l'Organisation qui s'est tenu, en octobre 2009, à Paris, dans le cadre de la 35^e Conférence générale de l'UNESCO, et auquel les organisateurs de la Conférence de Mexico avaient participé. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter : www.youth2010.org

AGENDA

JANVIER

19-21 janvier

1^{re} rencontre mondiale des jeunes pour un avenir durable. Bari, Italie. (g.el-khoury@unesco.org)

21-22 janvier

Réunion conjointe du bureau de la COMEST et du groupe de travail sur l'éthique de l'environnement. Paris, France. (j.crowley@unesco.org)

24-26 janvier

Réunion du Forum des ministres du Développement social des Caraïbes. Kingston, Jamaïque. (p.monreal-gonzalez@unesco.org)

27-29 janvier

6^e réunion du Conseil mondial du projet José Martí. Santo Domingo, République dominicaine. (c.von-furstenberg@unesco.org)

FÉVRIER

22-24 février

3^e réunion du comité de pilotage de l'Institut d'Afrique de l'Ouest (IAO). Paris, France. (ar.lamin@unesco.org)

MARS

Consultation régionale sur l'éthique du changement climatique. Dakar, Sénégal. (c.dikenou@unesco.org)

1-5 mars

Réunion de formation sur les méthodes de travail du programme Assistance aux comités de bioéthique. Kingston, Jamaïque. (h.tenhave@unesco.org)

6-9 mars

Congrès asiatique de philosophie. New Delhi, Inde. (m.faetanini@unesco.org)

10-18 mars

Événement dans le cadre du partenariat du festival du film documentaire sur les droits humains « One World ». Prague, République Tchèque. (i.zoubenko-laplante@unesco.org)

11-12 mars

Réunion de recherche sur les politiques sociales et le réseau de protection sociale en Asie du sud. New Delhi, Inde. (m.faetanini@unesco.org)

15-16 mars

Consultation régionale sur l'éthique du changement climatique. Rabat, Maroc. (rabat@unesco.org)

18-28 mars

Événements dans le cadre du partenariat avec le Festival du film documentaire sur les droits humains qui se tient simultanément dans plusieurs villes en Europe. (i.zoubenko-laplante@unesco.org)

21 mars

Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Paris, France. (a.melo@unesco.org)

22-26 mars

5^e Forum urbain mondial. Rio de Janeiro, Brésil. (b.colin@unesco.org)

22-27 mars

Réunion de formation sur les méthodes de travail du programme Assistance aux comités de bioéthique. Conakry, Guinée. (h.tenhave@unesco.org)

29-30 mars

Atelier de travail sur l'éthique et le changement climatique. New Delhi, Inde. (m.faetanini@unesco.org)



DOSSIER DU N°28
(AVRIL-JUIN 2010) :

LES SCIENCES SOCIALES
ET HUMAINES AU SEIN
DE LA COMMISSION
MAROCAINE POUR L'UNESCO